



Orléans, le 10 avril 2007

Région Centre

CONSEIL RÉGIONAL
GROUPE COMMUNISTE

DÉCLARATION

RECONQUÉRIR LA MAÎTRISE PUBLIQUE DE L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE

Huit présidents de régions, dont celui de la Région Centre, ont proposé de contribuer, à hauteur de 200 Millions d'€ au capital d'EADS (0,6 %), pour suppléer aux carences de l'État et atténuer les effets du Plan «POWER 8».

Avec le plan Power 8, il ne s'agit pas simplement d'une restructuration d'une grande entreprise européenne de l'aéronautique, mais il s'agit de plier l'ensemble de cette industrie aux besoins des marchés financiers et aux exigences des actionnaires, lesquels ont déjà empoché 2 milliards d'€. Cette stratégie a aussi pour conséquence de freiner l'avance technologique et industrielle que la France et l'Europe ont réussi à prendre au niveau mondial.

La contribution régionale ne donnera aucun pouvoir aux régions dans la gestion d'EADS.

Nous aurions souhaité avoir au préalable un débat sur cette question.

Il n'est en effet pas pensable d'exonérer de toute responsabilité sociale les actionnaires Lagardère et Daimler. On ne peut se contenter de faire payer les contribuables et les salariés alors que ce sont des choix de rentabilité financière qui bloquent le développement industriel et humain de la filière.

Il faut à la fois faire reculer les exigences des marchés financiers et agir pour une efficacité industrielle et sociale, efficacité qui était, il y a encore peu de temps, l'apanage de la société Airbus et du GIE dont elle est issue.

169 entreprises sont peu ou prou sous-traitantes d'Airbus en Région Centre, leur avenir est hypothéqué. Des retards sont observés et les délais de mise en production risquent de générer des problèmes d'emplois, à commencer par les emplois précaires.

Les financements publics auxquels il est fait appel de toute part pour régler les problèmes, quand ils se font sur la base de choix purement financiers et non pas sociaux et industriels, n'auront-ils pas pour résultat de se contenter de maintenir à flots quelques entreprises parmi les plus résistantes et de laisser couler les plus fragiles ?

De tels désastres, la Région les connaît déjà dans plusieurs bassins d'emplois et toute la politique que le Conseil Régional met en œuvre, en particulier avec le Schéma Régional de Développement Économique et Social, a pour objet de s'y opposer.

Les élus régionaux communistes s'attachent à en débattre avec les salariés des entreprises concernées.

L'intervention publique sera efficace si elle s'oppose aux orientations des marchés financiers et des actionnaires privés.

Si intervention publique il doit y avoir, c'est celle de l'État, des états concernés, pour modifier les orientations de gestion d'EADS et annuler le plan «POWER 8» comme l'exigent les salariés d'Airbus et leurs organisations et conquérir la maîtrise publique sur la stratégie industrielle de l'aéronautique européenne.

L'État, les Régions ne peuvent pas servir de «vache à lait» pour les capitaux financiers. Leurs engagements doivent s'accompagner d'une intervention publique dans la gestion de ces entreprises. Des droits nouveaux pour les salariés et pour les représentants des collectivités doivent permettre l'expression de ce droit d'opinion et d'intervention.

Cela vaut à notre avis pour toutes les aides publiques accordées.